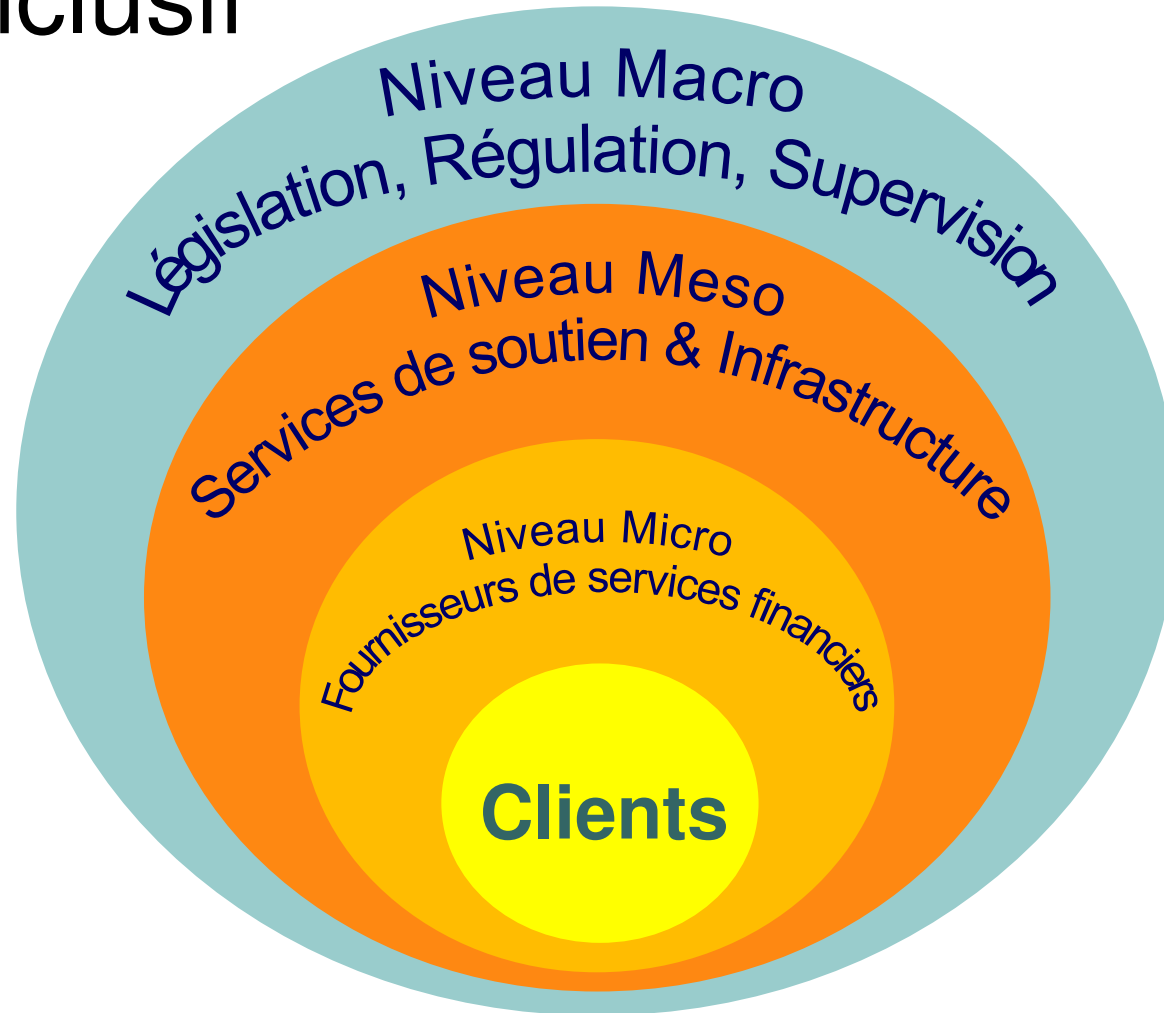


Thème 4: Rôles de la puissance publique

- 4.1 Acteurs et missions
- 4.2 Stratégies nationales de microfinance en lien avec Reg & Sup
- 4.3 Efficience du marché : liens avec le droit de la concurrence
- 4.4 Fiscalité des IMFs
- 4.5 Transparence, concurrence, efficience et taux d'intérêt
- 4.6 Taux debiteur et créditeur maximum

Notion de système financier inclusif





4.1 Acteurs et missions

- Acteurs publics dans la microfinance:
 - Exécutif: ministères, banque centrale, autorités provinciales, auditeurs publics,
 - Législatif: parlement
 - Bailleurs de fonds internationaux (voir édition spéciale)
 - Autres: banques publiques, structures faîtières parfois
- Acteurs privés:
 - Institutions de microfinance,
 - Auditeurs, formateurs, bureaux d'étude, notation,, société de communications, fournisseurs de SIG, operateurs, investisseurs...
 - Associations professionnelles



4.1 Acteurs et missions

Les fonctions

Secteur Public:

- Protection ... de la stabilité monétaire, de l'épargne du public, de la réputation du secteur, des consommateurs, contre le blanchiment et le terrorisme (LAB-CFT) ...
- Promotion ... de l'ensemble du secteur, de la concurrence, de la mise en place de standards...
- Pourvoi/Fourniture ... de services financiers et non financiers



4.1 Acteurs et missions

Les fonctions

- Secteur privé:
 - Protection ... des consommateurs
 - Promotion ... des bonnes pratiques des IMFs, de la mise en place de standards, de la transparence, les entreprises de technologie et communication ...
 - Fourniture ... de services financiers et non financiers



4.1 Acteurs et missions

Les fonctions

	PUBLIC	PRIVE
PROTECTION		
PROMOTION		
FOURNITURE		



4.1 Les rôles prioritaires des pouvoirs publics

	ROLES PRIORITAIRES	
PROTECTION		
PROMOTION		



4.2 Stratégies Nationales et RegSup *Bénéfices potentiels*



Dialogue accru

Education des acteurs clés

Connaissance de la situation actuelle

4.2 Stratégies Nationales et

RegSup

Questions à envisager avant de se lancer dans une SNM

- Quelle sera la valeur ajoutée de la SNM?
- Comment adapter son approche au contexte local?
- Les deux premiers stades de la SNM (diagnostic et consultation) ne sont-ils pas suffisants pour atteindre l'objectif?
- Existe t-il d'autres alternatives (ex, FSAP, Finscope, coordination des bailleurs, etc.) susceptibles d'atteindre les mêmes objectifs?
- Y-a-t-il suffisamment d'expertise technique à chacun des stades de la SNM?
- Y-a-t-il risque d'étouffer le secteur privé avec trop de planification de l'Etat?

4.2 Stratégies Nationales et

RegSup

*Conséquences pour le
Superviseur*

- Le superviseur doit-il être impliqué dans la promotion du secteur (dans la stratégie et dans son application)?
- Le superviseur est-il tenu d'adapter sa réglementation aux objectifs de la SNM ?



4.3 Efficience du marché : liens avec le droit de la concurrence et la fiscalité

- Le droit de la concurrence interdit en général:
 - La concurrence déloyale
 - Les ententes restrictives de concurrence
 - Les abus de position dominante
 - Les aides publiques susceptibles de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ...
- Il est aussi applicable à la microfinance !



4.3 Fiscalité des IMFs

- Grande diversité fiscale de la microfinance, entre les pays et les catégories
- Allègements fiscaux fréquents pour une partie du secteur (ex. coopératives et associations)
- Importance d'analyser la fiscalité au regard de trois critères :
 - impact économique (utilité sectorielle ?)
 - recettes fiscales pour l'Etat
 - droit de la concurrence



4.3 Types de prélèvements fiscaux

Prélèvements sur l'activité (flux financiers)

- TVA et assimilée
- Impôt sur la rémunération des créances (IRC)

Prélèvements sur la structure et le patrimoine

- Taxes foncières
- Prélèvements sur les salaires (taxe sur salaire, cotisations sociales)
- Taxe professionnelle (sur valeur locative des locaux)
- Taxe parafiscale sur la supervision ?

Prélèvements sur les bénéfices / revenus

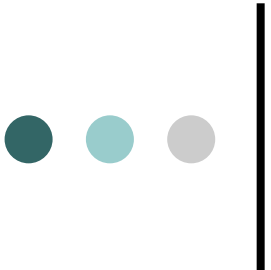
- IS-BIC
- Impôt minimum forfaitaire
- Impôt sur le revenu des valeurs mobilières (IRVM)



4.4 Principes d'orientation fiscale

VEUT ON : Une fiscalité liée

- au SECTEUR (loi microfinance)?
- Aux OPERATIONS?
- Aux FORMES JURIDIQUES?
- À la stratégie publique d'extension des services financiers (par opérations ou dans l'espace) ?
- Au respect des normes de concurrence ?
- Un mixe de l'ensemble ?



4.5 Transparence, concurrence, efficacité et taux d'intérêt

Transparence en matière de communication
du coût du crédit + des consommateurs
bien informés =

- protection des consommateurs
- amélioration la concurrence entre les prestataires
- amélioration de l'efficacité du secteur
- baisse des taux d'intérêt grâce au jeu de la concurrence



4.6 Taux débiteur maximum ?

- Pas recommandé mais si nécessité, il existe des systèmes moins nocifs que d'autres
- Encadrement des taux par la Banque Centrale ou une autre autorité publique (crédits administrés)
- En cas de nécessité politique pour un plafond – Certaines méthodes sont plus nocives que d'autres (du pire au moins pire):
 - Multiple du taux d'escompte
 - Plafond fixe
 - Taux d'escompte + X points
 - Taux moyen du marché bancaire + marge
 - Taux moyen de chaque produit + marge



4.6 Taux créditeur minimum ?

- Méthode: on impose une rémunération plancher de l'épargne, essentiellement les Dépôt a Terme et les comptes sur livrets
- ... risques ?



Débat sur les pratiques de crédit

- Existence d'une réglementation sur la transparence des conditions (et est-elle respectée ?)
- Existence ou non d'un plafond
 - dans la loi
 - En pratique (de manière effective)
 - Nature de ce plafond
- Avantage et inconvénient du système existant
- Menaces existantes sur le système (ex, y a-t-il des politiciens qui veulent changer le système ?)

Débat : quel est d'après vous le système le plus adapté à la microfinance ? (transparence ou plafonnement)



En résumé, ...

- Il existe trois fonctions principales dans le développement du système financier: Promotion, protection et fourniture. La fourniture relève du privé, la protection, essentiellement du public et la promotion doit résulter d'une entente intelligente entre public et privé.
- Un certain niveau de réglementation notamment sur la transparence financière est nécessaire au bon développement du secteur au même titre que des routes, la sécurité, l'électricité etc. – en ces sens le superviseur a une action qui indirectement permet la promotion du secteur mais ce n'est pas son objet premier.
- Les questions de fiscalité ont un impact déterminant sur la géométrie du secteur, sa vitesse de développement et sa solvabilité et doivent donc être traitées en lien avec les objectifs du superviseur et les autres politiques publiques (concurrence et aménagement du territoire)*